



**CSA-SD 35**

**18 novembre 2025**

**Déclaration liminaire**

L'UNSA Éducation prend acte du bilan de cette rentrée 2025 dans les premiers et second degrés et souhaite partager une analyse qui, si elle s'appuie sur les chiffres présentés, met également en lumière les défis humains majeurs auxquels notre département fait face.

Nous constatons en effet que, malgré les efforts de gestion des moyens, la réalité dans nos écoles et établissements est hyper tendue. Les données de ce rapport confirment une nouvelle fois un ratio P/E (élèves par enseignant) départemental de 5,89 pour 2025, qui demeure inférieur au P/E académique (5,97) et significativement en deçà du P/E national (6,13). Cette réalité témoigne d'une dotation en personnel insuffisante pour notre territoire.

De la même manière dans le second degré, nous constatons la part des HSA qui ne cesse d'augmenter, parfois de manière disproportionnée dans certains établissements, alors que celle des Heures Poste ne cesse de diminuer. On observe évidemment un H/E qui diminue, et cela au détriment de nos élèves. Le SNPDEN-Unsa s'interroge sur l'avenir des dotations spécifiques liées aux groupes de besoin en 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>. Pouvez-vous nous dire s'il y aura à nouveau un abondement l'année prochaine ?

Nous déplorons l'absence cette année de comparaison avec les données du privé dans le second degré, ce qui avait été proposé l'année dernière, et que nous aurions apprécié retrouver cette année.

Les sous-dotations que nous venons d'évoquer ont des conséquences humaines directes. Les chefs d'établissements et les enseignants nous font part de leur crainte de voir les seuils en collège passer à 31 ou 32 pour les futures ouvertures de classe dont le corollaire sera la multiplication des petits BMP, ce qui contraindra fortement les EDT avec un réel impact en terme de RH. Comment, dans ce contexte, aborder sereinement la situation des 1200 élèves de l'Ille-et-Vilaine en attente de structures spécialisées ? Ce nombre est une illustration criante des limites de notre capacité d'accueil et d'accompagnement. De même, nous ne pouvons ignorer le déficit préoccupant en AESH, dont le rôle est pourtant essentiel à l'inclusion de nos élèves à besoins particuliers, dont les effectifs sont en augmentation constante.

Ces pressions numériques se répercutent inévitablement sur nos équipes. La souffrance au travail des personnels s'accroît. Nos employeurs, en se basant avant tout sur des équilibres budgétaires choisissent de faire fi de l'impact humain et pédagogique de ces choix.

L'UNSA Éducation appelle à une réflexion collective et constructive pour dépasser cette approche purement comptable. Nous pensons qu'il est primordial d'investir davantage dans l'humain, pour offrir à chaque élève les conditions d'apprentissage qu'il mérite et pour garantir

à chaque personnel un environnement de travail digne et serein.

Pour l'UNSA Education, nous pensons qu'il est productif d'envisager de convoquer aux "États Généraux de l'école pour tous" les principaux acteurs de terrain que sont:

- les directeurs de Sections d'Enseignement Professionnel Adapté (SEGPA),
- les responsables d'Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire (ULIS), dont nous tenons à souligner la dynamique positive de développement initiée depuis quelques années dans le département,
- les directeurs d'école
- les enseignants spécialisés
- et les AESH

qui sont les architectes quotidiens de l'inclusion. Ils connaissent les réalités concrètes et les limites des moyens alloués. Leur expertise, leurs retours d'expérience et leurs propositions sont absolument indispensables. Ignorer leur voix, ce serait se priver des solutions les plus pertinentes et des analyses les plus fines.

Un mot sur le rôle des Organisations Syndicales représentatives. Elles portent la voix de nos collègues, avec leurs spécificités propres, qu'elles correspondent ou non pleinement aux attentes des représentant·e·s de l'administration locale. Toutes ont été légitimement élues pour défendre les intérêts et les besoins des enseignants, AESH, IPR, IEN, personnels administratifs, chefs d'établissement, AED, Psy-EN, médecins scolaires, infirmière, AS..., et pour relayer, trop souvent encore, les difficultés et la souffrance qu'ils rencontrent au travail.

Notre mission est de les informer, de veiller au respect de leurs droits et d'assurer un lien le plus constructif possible avec vous, représentant·e·s de notre ministère.

À l'UNSA Éducation, nous avons à cœur de privilégier le dialogue, dans l'objectif de co-construire un système aussi bienveillant et efficace que possible pour tous, tout en prenant en compte les contraintes qui s'imposent à chacun. Cela ne peut évidemment se faire que si les conditions d'un dialogue social équitable et respectueux sont réunies. Un dialogue social serein repose sur l'assurance que chaque organisation puisse participer dans un cadre équilibré, non orienté par des préférences ou des attentes spécifiques.

C'est notre souhait sincère, afin de relever ensemble les défis qui se présentent à vous, représentant·e·s de notre ministère, et à nous, partenaires sociaux — et j'insiste sur le terme partenaires, car c'est bien ce que nous sommes toutes et tous censés être ici.